

Olson Mancur, *The rise and decline of nations : economic growth, stagflation, and social rigidities.*

Charles Tilly

Citer ce document / Cite this document :

Tilly Charles. Olson Mancur, *The rise and decline of nations : economic growth, stagflation, and social rigidities.*. In: Revue française de sociologie, 1983, 24-3. Aspects de la sociologie politique. Etudes réunies et présentées par François Chazel et Pierre Favre. pp. 582-586;

https://www.persee.fr/doc/rfsoc_0035-2969_1983_num_24_3_3684

Fichier pdf généré le 23/04/2018

Olson (Mancur). — *The Rise and Decline of Nations : Economic Growth, Stagflation, and Social Rigidities*. New Haven et Londres. Yale University Press, 1982, XI, 273 p.

Albert Hirschman et Kenneth Boulding doivent faire, à leurs côtés, une place à Mancur Olson. Comme ces autres économistes non conformistes, Olson persiste à écrire des livres que les sages professeurs de sciences économiques admirent parfois mais n'imitent jamais. Entre temps, d'autres chercheurs — y compris des sociologues — les devorent. Ils les utilisent même. *La logique de l'action collective* d'Olson n'a guère troublé le courant des sciences économiques, mais a créé un tourbillon en sociologie et en science politique. *La logique* est apparu pour la première fois en version anglaise en 1965, au moment où beaucoup de chercheurs qui soutenaient divers mouvements contestataires aux Etats-Unis cherchaient des modèles d'action rationnelle afin de remplacer les modèles d'irrationalité le plus souvent appliqués jusqu'alors aux comportements collectifs. *La logique* a compliqué leur tâche. Bien que son insistance sur le calcul rationnel des intérêts ait tout de suite attiré l'attention, sa critique des lieux communs de l'action collective rationnelle ruinait les arguments ordinaires des spécialistes de gauche (j'en étais) auxquels il semblait que seule une sorte de conspiration des puissants paralysait la tendance naturelle des opprimés à se mobiliser et à agir de façon collective. Pour Olson — du moins l'Olson de *La logique* — la situation normale était inverse : à cause de la précarité à la fois des résultats de l'action collective et de la participation d'autres parties à la réalisation d'un intérêt commun, chaque individu avait tendance à se tenir plutôt à l'écart de toute action collective. Mais *La logique* ne proposait pas une alternative qui fut pleinement satisfaisante à l'argument concluant directement des intérêts partagés à l'émergence de l'action collective. L'appel d'Olson aux effets de la taille du groupe, de la contrainte et des incitations sélectives laissait les observateurs de l'action collective quotidienne sur leur faim. De nombreux théoriciens ont cherché à se rassasier en utilisant et en dépassant l'analyse d'Olson. La conséquence en a été un net déplacement de la problématique des « comportements collectifs » vers « l'action collective » — qui ne se réduit point à un simple jeu de mots — sans toutefois qu'ait été proposée une nouvelle explication globale de l'action collective.

Dans son ambitieux *Ascension et déclin des nations*, Olson bâtit sur le terrain le moins solide de *La logique*. Il retrouve l'accent négatif de *La logique* en soulignant les avantages des groupes dotés de l'organisation appropriée : « ... ces groupes qui ont accès à des incitations sélectives auront une tendance plus grande à agir collectivement pour l'acquisition de biens collectifs que ceux qui ne l'ont pas » et... « les groupes qui sont plus petits auront davantage tendance à agir collectivement que les groupes plus grands » (p. 34). De tels groupes ont tendance à agir de manière collective parce que en moyenne ils jouissent de ratios bénéfices/coûts favorables par rapport à ceux des grands groupes et des groupes manquant d'accès aux incitations sélectives.

Olson en tire des implications intéressantes. Les employeurs, par exemple, ont habituellement l'avantage quant à l'action collective par rapport aux ouvriers, parce que en général les employeurs sont beaucoup moins nombreux et ont un accès beaucoup plus direct aux incitations sélectives. La liberté d'association, également

appliquée aux employeurs et aux ouvriers, a ainsi tendance à confirmer l'avantage des employeurs. En dehors de ce genre d'application directe de la logique de *La logique*, Olson s'efforce peu cependant de spécifier quelles espèces de groupes reçoivent ces avantages, ou comment on les acquiert. Il se contente d'avancer que cette sorte d'avantage amène les parties intéressées à former des *coalitions de distribution* : des organisations qui dirigent la production des biens vers les fins qui servent leurs propres intérêts, ce qui détourne ces biens de leur utilisation la plus efficace du point de vue de la collectivité toute entière. Cartels, lobbies, syndicats, et d'autres groupements d'intérêt partagent ces caractères.

Par conséquent, d'après Olson, la prolifération de cartels, lobbies, syndicats et d'autres groupements d'intérêt agrandit l'écart entre la productivité possible et la productivité réelle d'une économie. Plus sont fortes les coalitions de distribution, moins est productive l'économie. En général, au surplus, les coalitions de distribution ont tendance à accumuler et à se perpétuer. Seul un choc externe, telle une guerre, brise leur emprise. Ainsi, le cours normal d'une économie stable mène à la sclérose : la partie de la population la mieux placée pour l'action collective dirige à son avantage une portion toujours grandissante des ressources disponibles, donc les détourne de l'optimum, conçu selon l'intérêt général.

Développant ces arguments, les trois chapitres initiaux d'*Ascension et déclin* suivent un plan fermement conçu : un exposé des conditions auxquelles doit satisfaire une bonne explication de l'ascension et du déclin, un rappel non technique des arguments principaux de *La logique*, une énumération soignée des implications des nouveaux arguments, qui sont finalement résumés en un tableau (p. 74). Jusqu'à ce point, l'argumentation d'Olson partage plus d'un trait avec les analyses classiques de la loi d'airain de l'oligarchie, la routinisation du charisme et même le déclin de l'Occident. Mais il constate les mécanismes du déclin de façon plus précise que les classiques.

Olson propose une exception au lien général établi entre ralentissement de l'activité et accumulation de coalitions de distribution. Cette exception, hélas, s'évanouit bientôt. Les coalitions englobantes comprennent une très grande proportion de la population à l'intérieur d'une unité politique. Elles ont, selon l'analyse d'Olson, « une certaine incitation à accroître la prospérité de la société qu'elles habitent et une incitation à redistribuer le revenu à leurs appartenants avec le moins de frais possibles et à cesser cette redistribution si le montant redistribué n'est pas important par rapport aux frais sociaux de la redistribution » (p. 53). Ici et ailleurs le caractère hérétique des idées d'Olson commence à percer. Loin d'être le fanatique du marché libre qu'il semble être de prime abord, Olson construit une justification d'un contrôle collectif de l'économie, aussi bien qu'une critique soutenue de l'oligopole. Cette dimension disparaît cependant presque définitivement avec son analyse provocatrice de la croissance rapide d'après guerre en Suède et en Norvège.

La structure de l'argumentation doit être examinée attentivement. Les premières étapes de l'argumentation consistent en postulats sur lesquels se fondent les développements ultérieurs. Olson ne présente pas de données pour les avantages des petits groupes et des groupes ayant accès aux incitations sélectives, ni non plus pour la tendance des coalitions de distribution à se former dans les secteurs jouissant de ces avantages structurels, à accumuler, et à détourner les ressources de leur utilis-

tion la plus productive. Il n'apporte pas davantage de données pour la destruction des coalitions de distribution par chocs externes. Il en fournit enfin aucune donnée pour un postulat à moitié caché mais fondamental, à savoir qu'un marché pleinement concurrentiel produit une allocation plus efficace des ressources que toute autre structure — et surtout toute structure dominée par les coalitions de distribution. Le postulat figure de façon répétée au cours des analyses de la discussion initiale de la croissance plutôt lente de la Grande-Bretagne au xx^e siècle, jusqu'à la reprise de la thèse de Clower sur le rôle des prix dans un système d'équilibre général.

Pourtant des cas concrets occupent 160 pages de l'ouvrage, Olson applique d'abord son cadre d'analyse à la croissance relative des démocraties de l'Ouest depuis la deuxième guerre mondiale. (A côté de ses comparaisons principales, Olson y glisse des aperçus tels qu'une analyse rapide de la crise fiscale municipale de New York). Puis il aborde le cas de « l'intégration juridictionnelle » : moments historiques où l'échelle réelle de l'économie et du gouvernement grandit vite, dépassant ainsi, comme un géant des nains, les coalitions de distribution déjà en présence. (Ici Olson se réfère non seulement au développement du mercantilisme et à la formation des nouvelles cités industrielles, mais aussi au fait que l'intégration dans un système d'échange international de liberté relative produit des effets semblables, puisque cette intégration facilite le départ du capital ou de la main-d'œuvre des zones de domination des coalitions de distribution).

Vient ensuite le tour des processus de coalition au Tiers monde, passé et présent. (les histoires économiques de la Chine, du Japon et de l'Inde retiennent l'attention d'Olson, aussi bien que la création de castes et la représentation inégale des intérêts dans le Tiers monde contemporain). Enfin, Olson affronte ses collègues économistes en lançant le défi d'explications relatives à la stagflation, au chômage involontaire et aux liens entre chômage et demande générale. En passant, il réduit la Théorie Générale de Keynes à un cas spécial. Cette dernière discussion l'amène à une analyse intéressante de la domination relative des secteurs à prix flexible et à prix fixe, selon la terminologie d'Hicks, dans la même économie. Ce qui inspire, à son tour, un plaidoyer éloquent pour la contingence historique des généralisations macroéconomiques. On ne saurait soutenir qu'Olson néglige de procéder à la confrontation de sa théorie avec des cas probants.

Sans doute les spécialistes trouveront-ils des objections à formuler à l'analyse de plusieurs cas particuliers. Les lecteurs de Michel Crozier, par exemple, accepteront avec difficulté la corrélation proposée entre la croissance rapide de la France d'après-guerre et l'absence de coalitions de distribution (pp. 76-77). La « stabilité unique de la vie britannique depuis le début du xviii^e siècle » (p. 85) peut paraître étrange à des lecteurs d'Edward Thompson. L'analyse de l'industrie à domicile en tant que réponse au prix élevé de la main-d'œuvre des corporations urbaines (pp. 177-178) privilégie un facteur d'importance décroissante aux dépens de l'attrait pour les capitalistes d'une main-d'œuvre qui cultivait ses propres moyens de subsistance, qui s'enfuyait à la morte saison, et qui s'organisait en ménages dont les membres se sentaient tenus de saisir toute occasion de travail salarié. Insister sur la nouveauté du terme et du phénomène de chômage (pp. 223-224), c'est ignorer à la fois l'apparition récente du travail salarié comme condition générale et les mortelles-saisons effrayantes des travailleurs à gages déjà présents dans l'agriculture ou dans

l'industrie textile avant le XIX^e siècle. Néanmoins, nous pourrions trouver, Olson et ses lecteurs, des formulations acceptables de ces descriptions. En outre, d'autres applications — tels les portraits lucides de l'endogamie aristocratique (pp. 67-68) et de l'Apartheid de l'Afrique du Sud (pp. 161-164) — compensent en richesse de perception le manque de précision des autres. Somme toute, Olson a intégré une gamme remarquable de phénomènes à sa théorie.

Il est vrai que la liaison, sur la base des données, entre les phénomènes et la théorie est en général indirecte. Les données systématiques les plus détaillées, par exemple, concernent la variation dans les taux de croissance récents pour les 48 Etats américains contigus. Des régressions transversales (exécutées surtout par Kwang Choi, élève d'Olson) montrent, à travers plusieurs contrôles, des relations négatives entre la croissance d'après-guerre et

1) la proportion des années 1787-1965 où l'Etat existait en tant que partie de l'Etat Fédéral;

2) la proportion de la population urbaine en 1880 et

3) l'appartenance aux syndicats en 1964 ou 1970. Sans parler du caractère grossier de la mesure ou de la possibilité de recourir à d'autres variables cruciales qui sont ici omises, une telle analyse appelle une triple critique. D'abord la correspondance douteuse entre la théorie et la lente croissance du Sud au XIX^e siècle (lorsque la guerre de Sécession a, devons-nous présumer, lavé la région de ses coalitions de distribution) rend illégitime la date de 1865 ou, à plus forte raison, celle de 1965 pour les états de la Confédération. Mais sans ce contrôle de la participation à la guerre de Sécession, la première variable ne joue pratiquement aucun rôle. Plus encore, alors que l'argument fondamental d'Olson concerne le changement à travers le temps, des régressions transversales pour la période d'après-guerre représentent très mal les courbes de croissance exigées de la théorie. Enfin, même si elle était impeccable, l'analyse d'Olson/Choi ne mettrait à l'épreuve qu'une partie de l'argumentation proposée. Elle laisse complètement de côté les liens entre le caractère d'une organisation et son action collective, entre le détournement des ressources et la productivité, entre les chocs externes et l'affaiblissement des coalitions.

Même dans les moments de comparaison systématique, la correspondance entre argument et données reste donc plutôt lâche. Entre-temps, un lecteur peut se demander si Olson a vraiment établi plus qu'une tendance générale des économies à multiples liens intérieurs à croître lentement.

Deux aspects de l'argumentation d'Olson me semblent curieux et mettent peut-être en cause sa structure générale. D'abord on aurait pu croire qu'un analyste des biens collectifs se méfierait de la production des biens et des services marchands comme indice du bien-être national. Telle est pourtant la conséquence implicite de l'utilisation du PNB et d'indices apparentés comme mesures de l'ascension ou déclin des nations. La proposition que les obstacles au fonctionnement d'un marché libre restreignent la production de biens et services marchands frôle la tautologie. Elle néglige la possibilité que les décisions du marché aient en général des conséquences externes négatives pour la collectivité sous forme de pollution, d'injustices, d'inégalités ou de souffrances physiques, à cause de l'incitation à rejeter hors du marché les coûts collectifs de production. Et, ce qui est plus important encore, elle néglige la probabilité que certains types de coalition aient tendance à maximiser précisément

la production de biens collectifs — atmosphère saine, facilités publiques, liberté d'expression, accès à l'éducation, soins médicaux préventifs — aux dépens des biens privés qui dominent notre comptabilité nationale. Loin de nous prévenir contre les coalitions de distribution, l'œuvre d'Olson pourrait nous proposer le meilleur plaidoyer pour certaines variétés de coalitions, Olson se défend contre cette conséquence théorique de son argumentation en déclarant que — en l'absence de coalitions englobantes — les coalitions de distribution ont tendance à devenir exclusives à l'égard de l'appartenance et à l'égard de la distribution des biens. Mais seul un calcul qui embrasse une vaste gamme de biens collectifs pourrait vérifier ou falsifier cette proposition cruciale.

Deuxièmement, une comparaison des travaux récents d'Harrison White relatifs aux marchés avec l'analyse l'Olson sur les coalitions de distribution soulève une toute autre possibilité : l'argument d'Olson peut être beaucoup plus radical qu'il ne le pense. Supposons que le marché sans obstacles, même à titre de cas-limite, ait été un mythe inutile. Supposons que tout marché, sans exception, soit constitué uniquement de coalitions de distribution. Supposons encore qu'Olson se trompe en soutenant qu'il analyse les effets des obstacles au jeu d'un marché libre. Supposons que, au contraire, il ait identifié une gamme de variations allant des coalitions de distribution segmentées et de petite échelle jusqu'aux grands blocs, et enfin aux coalitions englobantes. En ce cas-là, sa théorie pourrait donner naissance à un vrai tourbillon, un tourbillon suffisant pour ruiner les idées macroéconomiques de notre temps.

Charles Tilly

Université de Michigan, Ann Arbor